



1^{er} mai 2009 : La FSGT dans les luttes sociales

La Fédération Sportive et Gymnique du Travail, actrice du sport, manifesterà le 1^{er} mai pour le maintien des services publics, de l'emploi et une répartition équitable des richesses.

Alors que la crise économique accentue un chômage déjà massif, une réduction du pouvoir d'achat et les incertitudes sur l'avenir, le gouvernement poursuit le démantèlement de l'ensemble des services publics.

Que ce soit dans l'Education Nationale, la Santé, la Recherche, la Culture, la Justice, la Jeunesse, les Sports... il procède à de lourdes suppressions de postes.

Il ferme des établissements (hôpitaux, tribunaux, etc.) et soumet les autres à la concurrence et au classement, sur la base de critères économiques.

Il supprime des services et en privatise d'autres.

Dans le domaine de la Jeunesse et des Sports, il ferme les CREPS (Centre d'Education Populaire et de Sports), encourageant le personnel à démissionner de la fonction publique et en laissant pour compte les contractuels.

Il fusionne les Directions Régionales et Directions Départementales de la Jeunesse et des Sports avec d'autres directions en réduisant considérablement leurs effectifs.

Il supprime leurs missions orientées vers la formation et le soutien aux associations.

Il consacre les crédits d'Etat au sport de haut-niveau et au sport professionnel, réduisant ou supprimant les aides aux associations sportives et d'éducation populaire.

Cette politique a en outre pour effet d'affaiblir le réseau associatif, dont chacun s'accorde à reconnaître le rôle essentiel qu'il joue dans la vie et le développement de solidarités au sein de la population.

Imposé sans aucune concertation, le démantèlement des services publics aggrave les effets de la crise économique sur les familles. Il accentue encore les inégalités sociales.

Née en 1934, la FSGT est issue de l'unification des fédérations sportives ouvrières, qui ont su dépasser leurs divergences pour faire face ensemble à la montée du fascisme en Europe et répondre aux besoins sociaux de la population.

Particulièrement sensible à l'unité syndicale qui s'exprime aujourd'hui devant la gravité de la situation sociale et l'absence de réponse du gouvernement, la FSGT est partie prenante des luttes engagées pour maintenir les emplois, améliorer le pouvoir d'achat, répartir mieux les richesses, améliorer les garanties collectives, conditions sans lesquelles les Droits à l'éducation, à la santé, aux sports, aux loisirs, ne sauraient être garantis.

La FSGT participera aux manifestations unitaires du 1^{er} mai avec les personnels des CREPS, de la Jeunesse et des Sports, les organisations d'Education Populaire, les enseignants en EPS et tous ceux qui luttent pour des politiques publiques au service de la population.

Quand les intérêts de quelques uns prennent le pas sur l'intérêt général...

Solidaire des plus riches...

De la même façon qu'il double les réductions d'impôts sur la fortune, le gouvernement octroie 26 millions d'euros d'exonérations de charges aux 600 sportifs professionnels (salaire moyen d'un footballeur de L1 : 51000 € par mois). Bénéficiant déjà du bouclier fiscal, ces derniers pourront sans doute traverser la crise sans dommage !

Le sport associatif (15 millions de pratiquants) dispose quant à lui de 21 millions d'euros dans le budget de l'Etat, soit 20 % de moins qu'en 2008 !

Solidaire des plus riches (suite)...

Dans le cadre du « plan anti-crise », le gouvernement a décidé de verser par avance les crédits d'impôts dont bénéficient les contribuables qui emploient des personnes à domicile. Dans ce même plan, le gouvernement va également investir 100 millions d'euros dans l'aménagement des grands stades pour accueillir la Coupe d'Europe 2016 de football (dernière rénovation des grands stades : 1998, pour le Mondial de foot).

Parallèlement, toujours dans le cadre du « plan anti-crise », la majorité présidentielle vient de rejeter la proposition d'investir 50 millions d'euros, pour financer la construction et la rénovation des équipements sportifs pour tous (dont la plupart n'ont pas été rénovés depuis 20 ou 30 ans) !

Fermetures et suppressions...

200 hôpitaux ou services hospitaliers sont fermés sous directive gouvernementale. Les établissements restants sont sommés de réduire leurs dépenses.

De la même façon, le gouvernement liquide 10 CREPS sur 24 et avec eux, les formations qu'ils organisaient pour les animateurs et responsables des associations. Les 14 restants accueilleront dorénavant uniquement les sportifs de haut niveau... et organiseront provisoirement les formations que le secteur privé ne peut pas encore prendre en compte.

En 2009, 12000 postes d'enseignants ont été supprimés. Parmi eux, plus de 1000 en EPS.

Toujours en 2009, 230 postes ont été rayés du ministère des sports... l'équivalent d'une Direction régionale de la Jeunesse et des Sports.

Moins de soins, moins d'éducation, moins de sport pour la population, plus de marchés pour le privé !

Fédération Sportive et Gymnique du Travail 14 rue Scandicci - 93508 Pantin cedex

**Retrouvez l'actualité et signer la pétition
sur le blog <http://sauvonsnosclubs.fsgt.org>**